

L'incompatibilité entre la démocratie et l'islam, obstacle majeur à la liberté des peuples

Tous les médias nous inondent de commentaires et d'analyses sur la signification exacte des soulèvements populaires qui viennent de faire tomber deux dirigeants autocrates Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte.

D'autres pays de la péninsule arabo musulmane inspirés par les mouvements de révolte du peuple tunisien et égyptien ont rejoint le camp de la contestation et de la liberté.

Au Bahreïn et au Yémen les manifestations continuent de contester les régimes monarchiques en place, qui risquent de tomber dans les jours qui viennent.

YEMEN: Le Yémen a connu des marches massives voulues comme "le début de la fin" du régime du président Ali Abdallah Saleh, dont deux ont dégénérées à Aden (sud), faisant neuf blessés. Les organisateurs ont affirmé avoir réuni 100.000 manifestants dans la capitale Sanaa et plusieurs centaines de milliers à Taz (sud).

En dépit des instructions de retenue données aux forces de l'ordre, deux défilés à Aden ont donné lieu à des affrontements avec la police: deux personnes ont été blessées par des tirs et des grenades lacrymogènes lors de la première marche, tandis que sept autres ont été blessées lors de la dispersion d'une autre colonne de marcheurs, selon des témoins et sources médicales.

Depuis le début de la contestation le 27 janvier, douze personnes ont été tuées à Aden, sans compter les deux morts de Sanaa et celui de Taz.

L'iman Abdallah Saatar a affirmé vendredi 25 février 2011 , lors de la grande prière « que la chute du régime était la seule solution à la situation actuelle ».

Si le Pouvoir Yéménite devait tomber, cela pourrait déstabiliser l'Arabie Saoudite.

En effet ce pays est dirigé par des sunnites alors que le peuple est majoritairement chiite, et contiguë à l'Arabie Saoudite elle-même composée d'une forte minorité de chiites. Les Sunnites comme leur nom l'indique suivent le Coran et la Sunna du prophète Mohamed alors que les Chiites non pas qu'ils ne reconnaissent pas la Sunna du Prophète mais à la suite de l'assassinat d'Ali gendre du prophète certains de ses partisans refusèrent de suivre Mouaouiya le nouveau Calife.

Les fidèles partisans d'Ali refusent cette situation qu'ils considèrent comme une usurpation. A leurs yeux la légitimité du pouvoir sur la communauté musulmane appartient à la famille de Mohamed, dorénavant représentée par les fils d'Ali, Hasan et Husayn.

Actuellement les Sunnites sont plus d'un milliard alors que les Chiites représentent environ 200 millions d'individus.

BAHREIN: Des cortèges de manifestants ont envahi les rues de Manama, à l'appel de religieux chiites, et exigé de nouveau des réformes politiques dans le petit royaume de Bahreïn, au douzième jour d'une contestation qui ne faiblit pas.

Cette forte mobilisation est intervenue alors que les Etats-Unis ont renouvelé leur soutien à la monarchie et au dialogue national proposé à l'opposition.

Aucune estimation officielle de la mobilisation de vendredi, jour de prières, n'était disponible mais les voies conduisant à la place de la Perle, épice de la contestation, ont été bloquées par des dizaines de milliers de protestataires.

En Tunisie et en Egypte, les contestataires continuent à faire pression sur les Autorités de transition.

TUNISIE: Plus de 100.000 Tunisiens, selon la police, ont réclamé le départ du gouvernement de Mohammed Ghannouchi, devant la Kasbah, épice de la contestation, où de nouveaux cortèges de manifestants affluaient encore en début d'après-midi.

Selon des membres du Croissant-Rouge et des manifestants, il "s'agit de la plus grande manifestation depuis la chute de Ben Ali" le 14 janvier.

Des manifestants scandaient "Ghannouchi dégage", "Honte à ce gouvernement".

Le 26 février 2011, trois personnes sont mortes à Tunis lors d'affrontements entre les forces de l'ordre tunisiennes et des manifestants.

Ceci prouve qu'une instabilité règne dans le pays et que la transition ne semble s'opérer de façon aussi pacifique que l'on semble le croire.

EGYPTE: Des milliers d'Egyptiens se sont rassemblés place Tahrir au Caire pour célébrer la "révolution" mais aussi réclamer un gouvernement de technocrates, 15 jours après le départ sous la pression populaire du président Hosni Moubarak. Plusieurs milliers de personnes se sont réunies dans une ambiance de fête sur cette place devenue le symbole de la révolte.

"Le gouvernement de Chafic est inféodé au régime corrompu", proclamait une pancarte, tandis que des manifestants exigeaient le départ du Premier ministre Ahmad Chafic et de son gouvernement et leur remplacement par des technocrates.

ALGERIE: Les autorités ont levé comme promis l'état d'urgence décrété il y a 19 ans, mais l'opposition reste déterminée à mener une nouvelle manifestation samedi pour un changement de régime.

Le décret, daté du 23 février, a été publié en ligne au Journal Officiel de jeudi. Il lève une mesure instaurée pour lutter contre la guérilla islamiste.

L'un des principaux dirigeants de l'opposition, Said Sadi, qui

préside le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie a qualifié cette mesure de "manœuvre": "Nous sommes déterminés à un changement de régime et toutes les semaines il y aura des marches".

LIBYE : Le Pays est au bord du chaos. Mouammar Kadhafi est prêt à massacrer son peuple pour garder le pouvoir. On parle d'un millier de morts depuis le début du soulèvement populaire.

Selon TF1 News, le théologien qatari d'origine égyptienne cheikh Youssef Al-Qardaoui, très influent, a émis une «fatwa» appelant l'armée libyenne à assassiner le colonel Kadhafi pour «en débarrasser la Libye».

Depuis quelques jours, le régime du dictateur se fissure. Des défections ont été enregistrées dans l'armée, des diplomates libyens ont rejoint les opposants à Kadhafi. Le Ministre de l'intérieur Abdel Fattah Younis (ancien putschiste de 1969) a démissionné du Gouvernement.

Les dernières déclarations de Kadhafi sont terrifiantes et hallucinantes :

« Je suis au-dessus des postes de chefs d'Etat. Je suis un révolutionnaire. Je suis un bédouin. Je ne peux pas laisser la terre de mes ancêtres. Je vais mourir en martyr. » ...

« Si j'étais président j'aurais démissionné. Mais je n'ai pas de titre. Je n'ai que moi-même et mon fusil. Moi je n'ai peur de rien. Moi je suis quelqu'un qui arrive à faire face. »

Quand on aura besoin d'utiliser la force j'en donnerai l'ordre. Tout cela va mener à une guerre civile. Tous ceux qui sont derrière une guerre civile doivent être condamnés à mort, ainsi que ceux qui touchent à l'indépendance du pays. »

« Rendez vos armes immédiatement sinon il y aura des boucheries. »

« Je suis Mouammar Kadhafi, un dirigeant que des millions défendront. Nous marcherons sur eux par millions pour purger la Libye pouce par pouce, maison par maison et allée par allée. »

Plusieurs villes sont tombées sous le contrôle des insurgés (Al Bayda, Bengazi, et Tobrouk.) Des affrontements violents ont lieu dans la capitale de Tripoli contre les forces loyales et les anti-Kadhafi.

La situation est explosive et l'issue de cette révolte du peuple libyen est encore incertaine, bien que les insurgés contrôlent une bonne partie du Pays.

Le guide de la révolution libyenne ne semble plus contrôler la Libye et même à Tripoli, son fief, les opposants avancent. Les jours sont comptés pour Kadhafi, mais le renversement de ce dictateur risque de se finir dans un bain de sang.

Pendant ce temps là les pays occidentaux se contentent de déclarations de protestations et d'indignation et tardent à prendre des mesures concertées pour que cesse ce massacre du peuple libyen.

Les pays occidentaux avaient déjà été perturbés pour ne pas dire gênés par la révolte des peuples tunisiens et égyptiens, ce, pour des considérations géopolitiques et des raisons commerciales et géostratégiques.

La suite des événements dans le monde arabe risque de provoquer un exode important d'une population qui pourrait fuir ces pays, si l'islamisme radical venait à se substituer à ces régimes autocratiques.

De nombreux Libyens quittent leur pays pour échapper aux atrocités commises par le régime de Kadhafi pour aller se réfugier dans les pays voisins et vers l'Europe Occidentale, qui risque de se retrouver devant une situation inextricable si cet exode devenait massif.

Ce qui se passe en Libye peut également se produire dans d'autres pays de la péninsule arabo musulmane.

Le Conseil de sécurité de l'ONU vient de voter une résolution condamnant les exactions commises par le régime de KHADAFI et imposant un embargo sur la vente d'armes à Libye et il serait envisager de poursuivre Kadhafi pour crimes contre l'humanité devant la Cour Pénale Internationale (CPI).

Ceci nous prouve que la morale et l'éthique dans le commerce international n'existe pas et que les grandes puissances sont prêtes après avoir commercé avec des dictateurs du Moyen Orient en leur vendant des armes contre du pétrole, les sanctionner à raison quand le vent tourne.

Malheureusement, ces sanctions votées par le Conseil de l'ONU n'empêcheront pas le Colonel Kadhafi de s'en prendre à son peuple pour tenter de conserver le pouvoir en Libye malgré les réprobations de la Communauté Internationale.

Ces peuples doivent être aidés pour qu'ils puissent rester et vivre dans leur pays.

Ces peuples ont été humiliés et spoliés par leurs dirigeants avec la complicité des pays occidentaux qui ont soutenu des dictateurs pour des intérêts purement économiques, les droits de l'homme passant au second plan.

Ce que semble nier ou minimiser le monde libre, c'est le rôle et l'influence de l'islam dans ces pays, qui risque de compromettre cette aspiration à la liberté et à l'émancipation.

Pour comprendre les obstacles que vont rencontrer les révoltés du monde arabe, nous sommes obligés de rappeler ce que sont les fondements même de l'islam, qui n'est pas une religion comme les autres :

« La Charia (loi d'Allah) institue explicitement l'inégalité entre les êtres humains. D'abord, il y a des hommes libres et des esclaves : c'est Allah qui le veut et l'a précisé dans le Coran. «Abolir l'esclavage relevait quasiment de l'inconcevable. Interdire ce que Dieu permet est un crime presque aussi grand que de permettre ce qu'Il interdit». Si l'esclavage n'existe plus du point de vue du droit international, il n'est toujours pas aboli dans les faits : il subsiste encore en Mauritanie et dans d'autres régions musulmanes.

Une seconde discrimination est instituée entre musulmans et « gens du livre », polythéistes ou athées : ces derniers n'ont

même pas le droit de vivre. Un non musulman ne peut par exemple jamais témoigner contre un musulman : en l'absence de témoin musulman, un musulman peut voler en toute impunité un non-musulman. En terre musulmane, l'athée n'a aucun droit, sinon celui de se convertir ou d'être exécuté.

« La discrimination que rejette l'Islam, c'est celle qui se fonde sur la couleur de la peau, sur la nationalité... Quant à la discrimination entre hommes et femmes, c'est une chose normale, naturelle qu'il n'y a pas lieu de rejeter, elle fait partie de l'Islam ». Mais comment peut-il en être autrement dès lors que le Coran, c'est-à-dire Allah lui-même, impose des discriminations sur base du sexe. Par exemple, une femme peut être battue ou unilatéralement répudiée par son mari. Une musulmane ne peut en aucun cas épouser un non musulman. Le Coran et la Sunna regorgent de prescriptions défavorables ou méprisantes à l'égard des femmes. Il faut être d'une parfaite mauvaise foi pour oser soutenir le contraire ! » (1)

L'islam interdit à tout musulman de changer de religion et tout musulman apostat doit être condamné à mort.

L'islam interdit toute séparation entre la religion et les autres aspects de la vie sociale.

«L'idée qu'il puisse exister des êtres, des activités ou des aspects de l'existence humaine qui échappent à l'emprise de la religion et de la loi divine est étrangère à la pensée musulmane.»

Dans la doctrine musulmane, l'homme n'a pas le pouvoir de légiférer, pour les croyants, il n'existe qu'une seule loi, la sainte loi révélée par Allah.

L'islam impose un régime théocratique et totalitaire donc incompatible avec la démocratie.

Pour toutes raisons, ces révolutions que nous venons d'observer dans cette région du Monde, peuvent ne pas se transformer en libération des peuples, mais peuvent conduire à une reprise en mains par les religieux.

Ces peuples devront s'affranchir de cette religion

liberticide, s'ils veulent que leur courageuse révolte contre leurs dirigeants corrompus leur ouvre le chemin de la liberté, de l'égalité et de l'espérance en un monde meilleur.

Fabrice LETAILLEUR

Voir son blog :

<http://lebloglaicdechamps.over-blog.com/#>

1

http://www.fnb.to/FNB/Article/Bastion_64/Islam%20et%20democratie.htm